

## Réunion de Camp David : les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud à l'unisson

Jean-Yves Colin

## A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

## A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

## Réunion de Camp David : les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud à l'unisson

Jean-Yves Colin

20 Août 2023

Le Président Biden, le Président Yoon Suk-yeol et le Premier Ministre Kishida Fumio se sont réunis à Camp David dans le Maryland le vendredi 18 août pour institutionnaliser leur coopération stratégique et de défense, et la porter selon la presse sud-coréenne à un « nouveau niveau » sans pour autant que le terme d'alliance soit utilisé. On peut noter que c'était la première fois depuis son investiture que le président américain recevait des hôtes étrangers en ce lieu.

Avant cette réunion, le porte-parole du Conseil national de sécurité des Etats-Unis, John Kirby, avait déclaré à la NHK, le groupe audiovisuel public japonais, que celle-ci serait un « point culminant » tout en soulignant que « le Président Biden s'est concentré très, très attentivement sur la région Indopacifique » depuis le premier jour comme pour écarter les éventuelles craintes japonaises et sud-coréennes d'une emprise trop grande de la guerre en Ukraine sur les responsables de Washington. Le Secrétaire d'État Antony Blinken avait évoqué une « nouvelle ère de coopération trilatérale ».

Dans la conférence de presse commune tenue à l'issue de la réunion, le Président Biden a été emphatique en déclarant : « Aujourd'hui, nous avons fait l'Histoire ». Le Président Yoon a utilisé un vocabulaire proche en observant que « maintenant on se souviendra de Camp David comme d'un lieu historique où la Corée du sud, les Etats-Unis et le Japon ont déclaré leur intention de promouvoir l'ordre international basé sur des valeurs communes de liberté, des droits humains et de l'État de droit ». Le Premier Ministre nippon, moins emphatique - sans doute davantage conforme à une sobriété oratoire japonaise - a considéré que « nous allons renforcer la coordination...afin que la coopération en matière de sécurité entre nos trois pays atteigne un niveau sans précédent ».

Cette réunion doit être mise en perspective. Elle a été organisée à l'initiative du président américain en marge du G7 de Hiroshima en mai dernier, à un moment où les rencontres entre le président sud-coréen et le Premier Ministre japonais à Seoul et Tokyo ont marqué un réchauffement significatif des relations entre leurs deux pays. Les motifs de tension ne manquent pas entre Seoul et Tokyo : contentieux relatif aux îles Takeshima / Dokdo, questions des femmes de réconfort et du travail obligatoire de coréens dans l'archipel ou dans la péninsule alors colonie nipponne, rivalités commerciales et industrielles, rejet des eaux contaminées de Fukushima... avec en arrière-plan un persistant ressentiment coréen à l'égard de la dure colonisation japonaise et une forme d'indifférence au Japon. La mésentente entre l'ancien Premier Ministre Abe Shinzo et le Président Moon Jae-in n'avait pas permis d'aller de l'avant, le premier reprochant au second de ne pas avoir respecté un accord conclu avec la Présidente Park Geun-hye en 2015. A son arrivée au pouvoir Yoon Suk-yeol a pris l'initiative de recréer les conditions d'un dialogue avec Tokyo ; il l'a fait courageusement en dépit d'une réserve ou d'une hostilité d'une partie importante de

son opinion publique, l'anti-japonisme étant un exutoire facile en Corée. Le 15 août, lors de son discours de la journée de célébration de la fin de l'ère coloniale le Président Yoon n'a pas hésité à affirmer que le Japon est un partenaire qui partage les mêmes valeurs universelles. De son côté Kishida Fumio autrefois engagé en tant que ministre des Affaires étrangères dans les relations bilatérales, a saisi cette opportunité malgré les plus conservateurs de son parti et de leur capacité d'influence.

Le Président Biden souhaitait donc capitaliser sur cette évolution et consolider les liens entre les trois pays en matière de défense et de stratégie dans la région Indopacifique en les institutionnalisant à un niveau trilatéral plutôt qu'au seul niveau bilatéral. Dans son allocution il a salué le « travail fait » entre les deux nations malgré les difficultés existantes. Avant la réunion il a également pris grand soin de transmettre de chaleureuses condoléances au Président Yoon qui venait de perdre son père et de procéder à ses funérailles ; le président sud-coréen y a été très sensible.

L'objectif du président américain est de rendre ce trilatéralisme pérenne, sans possibilité d'un retour en arrière. Aussi a-t-il souligné que « ce n'est pas pour un jour, une semaine, un mois...ce sont des décennies et des décennies de relations que nous construisons ». Dans les trois pays les perspectives électorales sont présentes. Aux Etats-Unis c'est bien sûr l'échéance de la présidentielle de novembre 2024 avec la menace d'un retour de Donald Trump. Interrogé par un journaliste le Président Biden a noté : « il n'y a pas beaucoup, sinon rien, s'agissant de mon prédécesseur, avec lequel je sois d'accord...nous éloigner du reste du monde nous laisse plus faible, moins fort ». À Seoul et à Tokyo, les responsables avaient « surjoué » leur amitié avec le Président Trump tout en étant inquiets de revirements soudains et brutaux. Ils souhaitent une stabilité dans leur relation avec Washington. En Corée du Sud, un président ne peut être élu que pour un seul mandat ; avec un électorat divisé en deux parts à peu près égales entre conservateurs et progressistes, le risque de l'arrivée d'un président moins favorable au rapprochement avec le Japon et davantage désireux de sauvegarder les relations politiques avec Pékin et les intérêts coréens en Chine est loin d'être négligeable. Quant au Japon, même si des élections anticipées sont envisageables à l'automne et s'il est peu probable que le Parti libéral démocrate soit vaincu, des rivalités entre factions au sein de celui-ci peuvent conduire à un durcissement ou même un simple énervement à l'égard de Seoul.

Le renforcement de la coopération entre les trois pays vise bien évidemment les menaces que font peser le développement militaire chinois et les essais de missiles nord-coréens en Asie du Nord.

Un document dénommé *Engagement à se consulter entre le Japon, la République de Corée et les Etats-Unis* prévoit un « devoir de consultation » – selon l'expression des Sud-coréens – pour coordonner les réponses aux « défis, provocations et menaces dans la région affectant leurs intérêts communs et sécurité collective ». Le document précise que le but commun est de « partager les informations, aligner les messageries et coordonner les réponses ». Il ne décrit évidemment pas de quels défis, provocations et menaces il s'agit mais un représentant de la présidence coréenne a cité les menaces de missiles nord-coréens, les graves provocations en mer, les menaces dans la région ou en dehors, les conflits commerciaux. Si la Chine n'est pas explicitement nommée, la Corée du Nord l'est puisque les trois leaders ont décidé d'accélérer la coopération dans

les missiles balistiques au regard des menaces nucléaires et de missiles de ce pays, et de constituer un groupe de travail spécifique à ses cybermenaces.

Le document indique que cet engagement ne se substitue pas aux traités existants entre les trois pays ou obligations internationales ; chaque pays garde sa liberté de prendre toutes les actions appropriées.

Un autre document *Esprit de Camp David* vise à organiser des rencontres trilatérales annuelles avec notamment la participation des ministres des Affaires étrangères et de Défense ainsi que des conseillers à la sécurité nationale. Un Dialogue trilatéral pour l'Indo-Pacifique serait aussi établi annuellement. Il serait enfin envisagé des réunions entre les trois ministres des finances.

Dans cet Esprit de camp David, les trois pays rappellent certaines données de base, notamment : leur « ferme opposition à toute tentative unilatérale de changer le statu-quo dans les eaux de l'Indopacifique » ; l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taiwan ; la situation des droits de l'homme en Corée du Nord et la question des personnes kidnappées - point toujours très important pour les responsables japonais - ; le soutien à l'Ukraine, l'imposition de sanctions coordonnées et fortes à la Russie et la réduction de la dépendance des énergies russes.

Si ces deux documents visent les intérêts communs des trois pays en Asie du Nord, leur formulation rend possible, en tant que de besoin et selon la volonté des participants, un élargissement au-delà. On pense bien évidemment à Taiwan. Au cours des dernières années, les gouvernements Abe, Suga et Kishida ont manifesté leur soutien croissant à Taiwan malgré les appels à la prudence de certains parlementaires et d'experts universitaires ; la visite récente (8 août) de l'ancien Premier Ministre Taro Aso, actuel vice-président du Parti Libéral-Démocrate, à la présidente de Taiwan Tsai Ing-wen en est une manifestation supplémentaire. Le gouvernement sud-coréen est sans doute plus circonspect. Aux Etats-Unis, un alignement progressif des trois pays serait certainement apprécié.

Un dernier document *Principes de Camp David* est un rappel des valeurs communes aux trois pays.

Si les questions de sécurité et de défense ont dominé cette réunion trilatérale, il serait naïf de croire que les affaires économiques en sont étrangères. La perspective d'une trilatérale des ministres des finances en est un signe. Les Etats-Unis cherchent à renforcer la coordination avec le Japon et la Corée du Sud et empêcher l'accès de la Chine à des équipements et semi-conducteurs de haut niveau ou indispensables à son industrie et ses armées via les grandes entreprises de ces deux pays. Sans doute la crainte américaine vise-t-elle d'abord la Corée du Sud dont des entreprises comme Samsung Electronics ou SK Hynix sont au premier rang, avec le taiwanais TSMC, de ce secteur.

Il était certain que la réunion de camp David susciterait la colère de Pékin et Pyongyang.

Avant même la réunion le quotidien Global Times la qualifiait de mini OTAN. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Wang Wenbin a déclaré que « la

communauté internationale a son propre jugement sur qui crée des conflits et accroît les tensions ». Les commentaires de l'agence de presse officielle chinoise, moins diplomatiques, parlent d'une « clique géopolitique fermée et exclusive, orchestrée par les Etats-Unis », de nature à mettre en danger la Corée du Sud et le Japon. Concomitamment à cette rencontre les marines russe et chinoise ont mené des exercices conjoints entre Okinawa, au sud des îles principales japonaises, et Miyakojima, île située encore plus au sud ; c'étaient leur troisième exercice conjoint depuis 2021. Ces manœuvres maritimes s'ajoutent aux incursions d'avions militaires chinois dans la zone de défense aérienne taiwanaise le 19 août en « représailles » aux escales aux Etats-Unis du vice-président William Lai, aussi candidat à la présidentielle taiwanaise de 2024. Par ailleurs l'ambassadeur chinois en Corée du Sud a indiqué le souhait d'une reprise d'une diplomatie au sommet, c'est-à-dire d'une rencontre entre Xi Jinping et le Président Yoon. Au Japon les responsables gouvernementaux ont à plusieurs reprises exprimé un souhait de même nature à l'occasion du cinquantenaire des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon, mais sans obtenir une réponse positive de Pékin.

Quant aux nord-coréens, ils ont indiqué être prêts à déployer un nouveau dispositif de missiles anti-aériens. Les déclarations récentes faisant état d'une coopération renforcée entre Moscou et Pyongyang, sur fond de livraisons d'armes et de munitions à la Russie en contravention aux interdictions de l'ONU, ne peuvent que gravement préoccuper Washington, Tokyo et Seoul, et ce d'autant qu'un centre de recherches américain soupçonne la Russie d'avoir aidé la Corée du Nord au développement de ses missiles Hwasong-18 intercontinentaux.

La réunion de Camp David a été aussi l'occasion pour le Président Yoon et le Premier Ministre Kishida d'avoir un entretien bilatéral. Au cours de cet entretien il semblerait qu'ils aient évoqué des pourparlers de nature économique à organiser d'ici la fin 2023. Kishida Fumio aurait également cherché à s'assurer que le rejet des eaux contaminées de Fukushima ne nuise pas à leur relation ; il a visité le site de Fukushima le dimanche 20 août, devrait prochainement organiser une réunion de son gouvernement sur ce projet de rejet et souhaite une concertation avec les fédérations de pêche aux niveaux national et de Fukushima ; le Président Yoon considère pouvoir compter sur les résultats de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique et la transparence des informations correspondantes.

Le Président Biden retrouve lundi 21 la politique intérieure en visitant l'île de Maui à Hawaï victime de feux dévastateurs, sachant que certains lui ont reproché une réaction tardive face à cette catastrophe.

Consolidation des relations entre le Japon et la Corée du sud, coopération militaire renforcée et toujours plus étroite entre ces deux pays et les Etats-Unis, institutionnalisation d'un trilatéralisme en complément des partenariats existants (Quad et Aukus), tels furent les sujets principaux d'une réunion dont l'avenir et la solidité du réchauffement nippo-coréen diront si elle fut « historique », autant que celle du septembre 1978 entre Jimmy Carter, Menahem Begin et Anouar el-Sadate.